



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RECAM SONOFADEX

6 rue de l'Industrie
41600 Nouan-le-Fuzelier

Références : 2024 / 497
Code AIOT : 0010001795

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement RECAM SONOFADEX implanté 6, rue de l'Industrie 41600 Nouan-le-Fuzelier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cessation partielle d'activités de la zone Sud du site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECAM SONOFADEX
- 6, rue de l'Industrie 41600 Nouan-le-Fuzelier
- Code AIOT : 0010001795
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Ex IED - MTD

Ancien site de stockage de pièces détachées automobiles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à l'arrêt	Code de l'environnement du 20/06/2024, article R.512-39-1 II	Sans objet
2	Cessation d'activité - Usage futur	Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 1.6.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/06/2024, article R.512-39-1 II
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Le site est clôturé et gardienné pour en interdire un accès libre. Les différents déchets ont été évacués. Le terrain est exempt d'activités liées à la société RECAM SONOFADEX. Selon les études fournies, l'état du site est compatible avec l'usage industriel prévu. PdC1 : Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité - Usage futur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 1.6.6
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement pour

l'application des articles R.512-39-2 à 512-39-4, l'usage à prendre en compte est un usage industriel.

Constats :

Un courrier a été adressé à la Mairie le 13/01/22 et l'exploitant a reçu une réponse le 01/02/22 dans lequel le maire indique « *ne pas disposer des compétences nécessaires pour évaluer les risques liés à la situation décrite dans les rapports joints* ».

La Communauté de Communes a également été consultée le 10/03/22, sans retour.

Par courrier du 14/06/24, le propriétaire, la SCI POIX DE PICARDIE a émis un avis favorable.

PdC2 : Conforme

Type de suites proposées : Sans suite